Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 673

Artikel: Le marché et la jungle : à n'importe quel prix...
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024804

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ci-dessous, prolongeant l'avènement du Département militaire fédéral au nombre des principaux acteurs de la relance à la sauce helvétique, quelques points de repères plus généraux sur les caractéristiques d'un essor industriel mâtiné de militaire. Deux sources principales: une étude d'un professeur à l'Université de Columbia, Seymour Melman, qui s'est attaché au problème de la «reconversion» en se plaçant dans l'optique des cadres et des ingénieurs, et un texte d'un chercheur de l'Université de Sussex, Mary Kaldor, abordant le rôle de la technologie militaire dans le développement industriel (reflets de ces travaux dans les numéros de fin 1982 de «Forum du développement»).

Toile de fond: la fascination, à son apogée au XXe siècle, pour la haute technologie. Climat hautement favorable à l'industrie militaire dont on ne finit pas de saluer l'influence positive sur certains secteurs de la recherche, des produits de consommation courante à l'astronautique.
Que l'industrie d'armement ait, dans une certaine mesure, favorisé le développement industriel, n'est pas contestable. Mais on peut se demander si le progrès technique aurait été plus rapide et surtout plus efficace au cas où les ressources auraient été affectées en priorité au domaine civil, sans passer par le détour militaire. Et surtout il n'est plus possible de faire l'impasse sur les conséquences d'une «surspécialisation» guerrière et d'une sorte de dégénérescence des sociétés directement concernées. Voyons de plus près le mécanisme tel qu'on peut le cerner à l'Ouest!

L'ÉTAT CLIENT EST ROI

Les budgets militaires occidentaux sont dans leur plus grande partie consacrés à l'achat d'armes majeures (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France consacrent la moitié des sommes disponibles à ce marché-là); celles-ci sont mises au point et construites par un nombre relativement restreint de fabriques, souvent très spécialisées, la plupart en mains privées, mais en réalité presque totalement dépendantes des commandes étatiques. Seymour Melman: «C'est en fin de compte le gouvernement qui décide de ce qui est produit, en quelle quantité, de l'exécution de la production, de son prix, de sa livraison. Et une importante administration centrale contrôle au sein de chaque gouvernement les principales activités des entreprises qui travaillent pour le secteur militaire.»

PLANIFICATION DANS LE BLEU

D'où, lorsqu'il est question d'acheter des armes, un mélange tout à fait contradictoire de planification et d'appel à la concurrence. Mary Kaldor: «D'une part l'achat d'armes est monopolisé par le gouvernement qui applique pour ce faire les techniques mathématiques complexes propres aux systèmes à planification centralisée. Mais d'autre part, il est très difficile de déterminer quelles sont les techniques nécessaires aux forces armées sans les avoir expérimentées sur le terrain en temps de guerre. Les gouvernements doivent donc se fier aux responsables militaires, aux «experts», aux traditions militaires, aux leçons tirées du dernier conflit armé et... aux propositions des fabricants d'armes. D'où une planification toute relative, qui a plutôt tendance à refléter les intérêts des institutions concernées, et qui subit inévitablement les contrecoups de la concurrence effrénée à laquelle se livrent les fabricants d'armes, car les contrats militaires sont de moins en moins nombreux, mais de plus en plus importants.»

Cette concurrence acharnée des «marchands de canons» entre eux, combinée avec l'ambition proclamée des Etats de rester à la pointe du progrès

SUITE ET FIN AU VERSO

LE MARCHÉ ET LA JUNGLE

A n'importe quel prix...

Du contrôle étatique sur la vente et la production d'armes découle un affaiblissement de la classique — et contestée! — efficacité de la liberté de marché. Lorsque les temps sont difficiles, les gouvernements protègent leurs entreprises militaires. Ces dépannages ont souvent pour justification «le maintien de l'assise industrielle» du secteur militaire. Ils ont aussi pour conséquence d'encourager une «structure de maximisation des coûts».

Seymour Melman: «Ce n'est pas comme si existait une loi proclamant: Vous devez maximiser les coûts! Mais supervisés et approuvés par le ministère de la défense, des modes internes de comportement ont pour effet combiné de faire grimper les coûts. Le personnel et les budgets administratifs sont de plus en plus consacrés à la surveillance de la production et les spécialistes en armements insistent sur l'amélioration des performances des produits sans qu'il soit tenu compte du coût. Les gouvernements font en grande partie reposer l'octroi des contrats sur la «capacité» de recherche et de production d'une société, ce qui, pour faire montre de compétence, pousse les entreprises à étoffer leurs personnels de recherche-développement et d'ingéniérie, et à investir dans des équipements inutilement sophistiqués et coûteux. Aux Etats-Unis, les règles établies pour le choix des entreprises fournissant du matériel militaire ne donnent qu'un poids de 15% à l'importance qu'il convient d'accorder au facteur coût...»